

Les Finances au rapport lundi à Namur

WALLONIE Le parlement veut des éclaircissements sur le litige fiscal avec le fédéral

- ▶ Avant les congés, le fédéral et la Wallonie étaient en froid à propos d'une baisse spectaculaire des recettes fiscales.
- ▶ Rien n'est réglé. La coalition PS-CDH refuse d'endosser la totalité des 290 millions non perçus. On s'explique lundi au parlement.

Entamé avant les vacances de Pâques et mis en parenthèses durant celles-ci, le bras de fer entre le gouvernement fédéral et la Wallonie risque bien de reprendre de plus belle à l'occasion de cette rentrée d'avril. Le litige autour des recettes fiscales revues à la baisse par le fédéral au détriment des Régions reste pendant. On s'était quittés

très fâchés, on va se retrouver en froid alors que le gouvernement wallon planche sur son ajustement budgétaire.

Le problème est financier et politique. Mais il vire aussi au pugilat personnel entre le Premier ministre Charles Michel (MR) et le ministre-président Paul Magnette. *Le Vif* de cette semaine joue la dramatisation : « Pourquoi tant de

haine ? » Il se demande si cette rivalité personnelle ne met pas en péril la stabilité de l'Etat. Bigre !

Mais le malaise est indéniablement profond entre fédéral et Wallonie, MR

et PS, Michel et Magnette. Dans l'entretien qu'il nous accorde ci-dessous, le chef de groupe socialiste au parlement régional, Christophe Collignon, reproche au Premier ministre son côté « chef de clan » : « *Le MR veut mettre le PS en difficulté en Wallonie, mais à travers lui, c'est le citoyen wallon qu'il touche.* »

A Namur, le gouvernement PS-CDH campe sur ses positions. A l'origine, il comptait assumer un correctif budgétaire

de 70 millions. La baisse inopinée des recettes fiscales lui imposerait un effort supplémentaire de 290 millions.

A ce stade, il ne peut en être question.

La somme déclarée admissible est de 70 millions (140 au total, donc). Pour le solde (220 millions), la Région renvoie le fédéral à ses calculs, et tant pis s'il faut se froisser avec l'Europe et accorder un peu de mou à la trajectoire budgétaire qui mène à l'équilibre en 2018.

Dès ce lundi, le dossier budgétaire risque d'échauffer les esprits. La commission wallonne du Budget se réunit à 14 h à Namur. Elle y a convoqué les autorités et les experts fédéraux des finances pour tenter d'y voir clair sur ce manque

à gagner de 750 millions que doivent assumer les trois Régions du pays.

Les députés entendront dans l'ordre Hans D'Hondt, le président du comité de direction du SPF Finances, Philippe Donnay, commissaire au Plan, et Alfons Boon, le président du comité de monitoring fédéral. Viennent s'ajouter à ce casting de luxe : Jean Hilgers, président du conseil de la fiscalité et des finances de Wallonie, et Francis Mossay, président du comité de monitoring budgétaire de la Wallonie.

Les explications risquent de valoir le déplacement. La grande salle de commission a été réservée... ■

ÉRIC DEFFET

« Les Wallons sont une minorité et le fédéral ne les respecte pas »

ENTRETIEN

La trêve pascale achevée, la Wallonie va plonger à nouveau dans le débat budgétaire sur fond de bras de fer avec le fédéral. Christophe Collignon est le chef de groupe PS au parlement régional. Il fixe les enjeux de cette rentrée politique.

Avant ces congés, la tension était à son comble entre le fédéral et la Wallonie autour des recettes fiscales. A quoi faut-il s'attendre ?

La situation est évidemment compliquée, mais nous sommes condamnés à nous entendre. Quand les compétences restent entremêlées, il n'y a pas le choix : il faut se parler ! L'asymétrie entre le fédéral et les fédérés, cela existe et cela existera toujours. Mais dans le cas qui

nous occupe, il y a une certitude : la Wallonie est lésée.

Donc le fédéral met volontairement la Wallonie en difficulté...

Le MR représente 20 % de l'électorat wallon et il ne pèse pas au gouvernement. Du coup, il n'est pas en mesure de défendre les intérêts de la Wallonie, mais aussi de Bruxelles. Ajoutez que Charles Michel ne parvient pas à prendre de la hauteur. Il se comporte comme un chef de clan. On aboutit à ce résultat désastreux : le MR veut mettre le PS en difficulté en Wallonie, mais à travers lui, c'est le citoyen wallon qu'il touche.

Comment qualifier cette révision à la baisse des recettes imposée par le fédéral ?

C'est un scandale ! Si l'administration fiscale wallonne fai-

sait les mêmes erreurs, le MR se déchaînerait, et il aurait raison. Dans un Etat fédéral, il faut de la loyauté et ceci n'est pas loyal. Au gouvernement fédéral, ils doivent comprendre une chose : qu'ils le veuillent ou non, l'avenir des Wallons se joue désormais à Namur, bien plus qu'à Bruxelles. Le type de comportement politicien qu'ils adoptent n'est plus à la hauteur des enjeux.

La Wallonie, victime de mauvais traitements ?

Pour qu'un système fédéral fonctionne, il faut respecter les minorités. Les Wallons sont une minorité et le gouvernement fédéral ne les respecte pas. C'est hélas une des réalités de la Belgique d'aujourd'hui. La Wallonie n'en peut rien si le

MR a décidé de pactiser avec le diable N-VA.

Reste que le gouvernement wallon doit faire face à un ajustement budgétaire plus sévère que prévu. Il entre en résistance. Vous le suivez ?

Bien sûr, c'est légitime. Le fédéral met volontairement la Wallonie en difficulté et en incapacité de remplir ses objectifs budgétaires de manière ortho-

doxe. Un budget, cela se construit au départ de chiffres fiables et prévisibles. En tout cas, c'est ainsi que la Wallonie travaille normalement. Ici, c'est impossible et ce n'est pas de notre faute. La Wallonie ne va quand même pas se mettre elle-même en difficulté à cause des erreurs d'autrui !

Sans doute, mais il y a les exigences européennes et l'objec-

tif d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2018...

Cette date n'est pas un tabou pour le PS. Si le fédéral pense qu'il va nous conduire à l'austérité après un coup pareil, déloyal je le répète, il se trompe. Le PS privilégiera une modification à la marge de la trajectoire prévue. ■

Propos recueillis par
ÉRIC DEFFET

PORTRAIT

La Wallonie, toute !

Il y a longtemps que la silhouette imposante du paternel (Robert, ancien ministre-président wallon) ne fait plus d'ombre à la grande carcasse de Christophe Collignon. A 45 ans, l'avocat liégeois a entamé un troi-

sième mandat de député wallon. Il est aussi échevin de la ville de Huy et une figure du PS sur l'arrondissement de Huy-Waremme. Avec des convictions progressistes, régionalistes et wallonnes coulées dans le béton, Christophe Collignon est de ceux qui comptent à Namur. Il a la taille « mi-

nistre », mais les places sont chères. Après l'intermède Philippe Courard, il a obtenu la présidence du groupe socialiste. Les jeunes pousses qui le composent sont en de bonnes mains, celles d'un homme dont la carrière politique ne fait peut-être que commencer.

E.D.

« Des efforts, mais pas contre les citoyens »

Le gouvernement PS-CDH va devoir réaliser de nouvelles économies à l'occasion du contrôle budgétaire. Quelles pistes privilégier ?

Jusqu'à présent, l'assainissement a été rude, mais le pouvoir d'achat a été épargné, il n'y a pas eu de nouvelles taxes. L'action sociale et le Plan Marshall ont été immunisés. C'était un tour de force, il faut poursuivre dans cette voie. De nouveaux efforts oui, mais ils ne pèseront pas sur les gens : on

impossible ou très difficile à mettre en place, nous n'insistons pas.

On approche du premier anniversaire des élections de mai 2014. Quel bilan tirez-vous de l'action du gouvernement wallon qui en est sorti ?

C'est une législature charnière et donc délicate parce qu'il faut intégrer la sixième réforme de l'Etat et que la loi de financement nous place en phase de sortie par rapport aux res-

« Des efforts, mais pas contre les citoyens »

Le gouvernement PS-CDH va devoir réaliser de nouvelles économies à l'occasion du contrôle budgétaire. Quelles pistes privilégier ?

Jusqu'à présent, l'assainissement a été rude, mais le pouvoir d'achat a été épargné, il n'y a pas eu de nouvelles taxes. L'action sociale et le Plan Marshall ont été immunisés. C'était un tour de force, il faut poursuivre dans cette voie. De nouveaux efforts oui, mais ils ne pèseront pas sur les gens : on agira sur le fonctionnement, les économies entre structures.

Les syndicats s'inquiètent...

Je crains en fait que tout cela manque de lisibilité. Les méthodes du fédéral et de la Wallonie sont très différentes, mais les citoyens le perçoivent-ils ? Dans la rue, beaucoup ignorent qui prend quelle décision... A nous, mais aussi aux syndicats, de faire preuve de pédagogie.

Restez-vous favorable à un impôt sur la fortune ?

En tant que progressiste et par principe, bien sûr ! Le conseil wallon de la fiscalité doit émettre un avis sur la faisabilité de la mesure. L'assiette fiscale sera-t-elle suffisante ? Mettre une ligne au budget qui ne rapporterait rien, ce serait ridicule. Nous sommes un partenaire loyal mais si l'avis attendu est positif, on en parlera. Si on nous dit que cet ISF est

impossible ou très difficile à mettre en place, nous n'insisterons pas.

On approche du premier anniversaire des élections de mai 2014. Quel bilan tirez-vous de l'action du gouvernement wallon qui en est sorti ?

C'est une législature charnière et donc délicate parce qu'il faut intégrer la sixième réforme de l'Etat et que la loi de financement nous place en phase de sortie par rapport aux ressources qui nous sont accordées. Dans ces conditions, j'estime qu'il n'y a pas eu de couac, que les choses se passent en souplesse. L'opposition MR affirme que le gouvernement ne travaille pas. C'est totalement inexact. L'équipe a une vision et des décisions importantes ont été prises. Mais d'accord, il faut accélérer le tempo. Les entreprises ont besoin de mesures claires et urgentes.

Et le bilan de Paul Magnette ?

J'entends les critiques, mais il est le meilleur atout de la Wallonie. Nous avons un vrai « numéro uno », un Premier ministre. En se fâchant au comité de concertation, il a montré ce qu'il a dans les tripes. Il a aussi un grand respect pour l'opposition, pour le parlement, pour le débat démocratique. Très honnêtement, ce souffle fait du bien aux élus. ■

**Propos recueillis par
E.D.**